Zeitschrift: Revue Militaire Suisse

Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse

Band: - (2015)

Heft: 5

Artikel: Lorsque les dividendes de la paix et l'engagement de l'armée française en sécurité intérieure facilitèrent le déclenchement d'une guerre mondiale

Autor: Goya Michel

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-781313

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

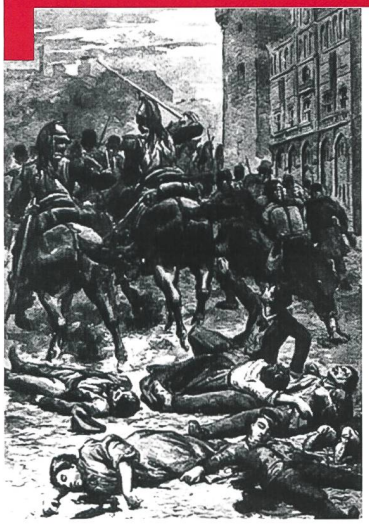
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch



Ils n'ont plus faim ! Narbonne, évènements des 19 et 20 juin 1907.

International

Lorsque les dividendes de la paix et l'engagement de l'armée française en sécurité intérieure facilitèrent le déclenchement d'une guerre mondiale

Col Michel Goya
Docteur en histoire et écrivain

Les armées peuvent aussi subir des crises en temps de paix. Une des plus sévères de l'armée française a eu lieu au tout début du XXe siècle et ses conséquences stratégiques ont été considérables.

Cette crise est la conjonction de plusieurs phénomènes. Le premier est la croyance que la guerre entre les nations européennes est révolue du fait de l'interpénétration des économies issues de la première mondialisation, du triomphe de la raison positiviste et de la dissuasion des armements modernes.

La première conséquence de cette croyance est l'empressement à toucher les « dividendes de la paix » et à ponctionner le budget militaire pour tenter de résoudre les difficultés financières de l'Etat. Les crédits d'équipements de l'armée chutent ainsi de 60 millions de francs en 1901 à une moyenne de 38 millions de 1902 à 1907 avant de revenir à 60 millions l'année suivante et monter jusqu'à 119 millions à la veille de la guerre. Le ministère des finances s'évertue par ailleurs par de multiples procédés à ce que cet argent ne soit jamais complètement dépensé. Ce creux budgétaire est une des causes du retard considérable pris par la France dans l'acquisition d'une artillerie lourde.

La deuxième conséquence directe de cette remise en question du rôle de l'armée est à mettre en relation avec le service militaire universel qui s'impose pour la première fois avec la loi de 1889 aux fils des classes aisées et aux intellectuels. Ils y rencontrent une institution dont la culture est encore héritée du Second Empire, voire de l'Ancien Régime, époque où, selon L'Encyclopédie, *« le soldat est recruté dans la partie la plus vile de la nation »*. De cette rencontre naît, chose inédite, une littérature de la vie en caserne, souvent peu flatteuse pour l'armée (*Le cavalier Miserey* d'Hermant, *Les sous-offs* de Descaves, *Le colonel Ramollot* de Leroy, etc.). Ce mouvement critique (qui suscite en réaction des articles comme *Le rôle social de l'officier* de Lyautey en 1891), vire à l'antimilitarisme après l'affaire Dreyfus (1898).

Ce divorce prend une nouvelle tournure avec l'arrivée au pouvoir des Radicaux en 1899, bien résolus à transformer un corps d'officiers *« recrutés dans les milieux traditionnalistes et catholiques et vivant en vase clos, jaloux de leur autonomie et attachés au passé »* (Waldeck Rousseau). L'affaire des fiches (1904) fait éclater au grand jour cette politique d'épuration et jette d'un coup la suspicion sur le corps des officiers généraux nommés sous ce pouvoir politique.

Pire encore, en l'absence de forces spécialisées, l'armée est massivement employée dans des missions de sécurité intérieure, dans le cadre des inventaires des congrégations (1905), des grèves des mineurs du Nord (1906) et des viticulteurs (1907). L'antimilitarisme se répand aussi dans les milieux populaires. Il y a 17'000 insoumis en 1909. Lorsqu'il faut mettre en œuvre le service à trois ans en 1913, la rumeur se répand que la classe 1911 sera prolongée d'un an, ce qui provoque des troubles dans plusieurs garnisons. On préfère donc faire appel simultanément à deux nouvelles classes, ce qui pose d'énormes problèmes de logement, d'instruction, etc. Au moment de la mobilisation d'aout 1914, on est encore persuadé qu'il y aura environ 15 % de réfractaires (0,4 % en réalité). La leçon sera comprise puisqu'après la guerre, on créera des unités non-militaires de maintien de l'ordre pour éviter à l'armée de se couper de la nation par ce type de mission.

Durant cette période noire, le moral des officiers s'effondre. Les candidatures à Saint-Cyr et Saint-Maixent chutent. Les départs se multiplient notamment chez les Polytechniciens, pour qui la voie militaire sera désormais marginale. La pensée militaire française, renaissante à la fin du XIXe siècle avec l'Ecole supérieure de guerre, s'éteint. Plus personne n'ose écrire de peur de sanctions. Même les règlements tactiques ne sont pas renouvelés pendant des années.

La Colonne du chef de l'Armée

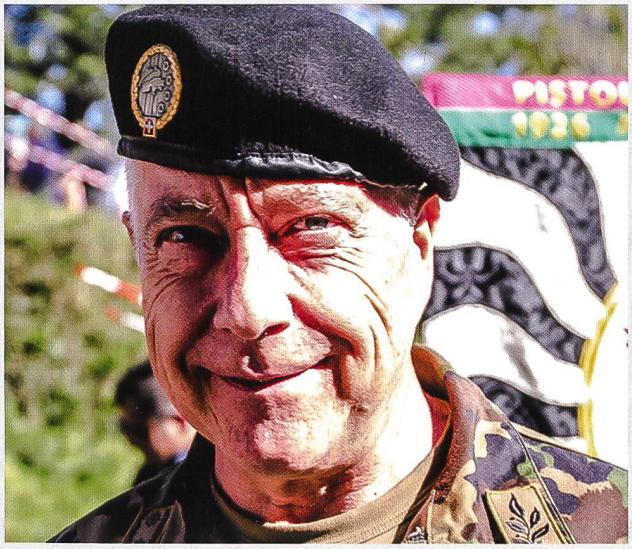
Chères et chers cadres,
Chères lectrices et chers lecteurs,

Le début de l'automne a été marqué par l'exercice d'ensemble de troupes CONEX auquel ont participé près de 5000 citoyens en uniforme. Un large éventail des engagements de l'armée a été exercé en collaboration avec les cantons et les organisations d'urgence suisses et étrangères. Nous avons aidé à éteindre des incendies et à évacuer des personnes ensevelies, construit des ponts et des camps, déchargé le personnel soignant des hôpitaux, surveillé des infrastructures critiques de la région et apporté notre soutien à la protection de la frontière, aux douanes et aux service de police cantonale et de police des transports. L'exercice CONEX a bien montré à quel point notre armée est aujourd'hui mise à contribution en cas de conflit, de crise ou de catastrophe. Je suis vraiment fier de notre armée de milice qui a fourni des prestations de bonne qualité.

Nous ne devons pas nous soucier des critiques dont a parfois fait l'objet le scénario de cet exercice. Nous ne savons pas ce que l'avenir nous réserve. Lorsqu'un événement grave se produit, il n'y a pas de seconde chance. Nous devons donc nous entraîner même si cela n'est pas du goût de tout le monde. Reprocher de ne pas exercer le cas de défense, c'est oublier que la situation peut en tout temps s'aggraver. Dans ce cas de figure, il faut pouvoir combattre avec vigueur. Cela s'applique aussi à l'infanterie et c'est exactement ce que permet le DEVA.

La collaboration avec les civils a fait ses preuves, tout comme l'instruction qu'ont reçue nos troupes. Ces atouts, ajoutés au savoir-faire civil de nos soldats, sont des gages de réussite.
Le raisonnement de personnes qui s'opposent à de tels exercices me laisse perplexe. J'adresse en revanche mes remerciements à tous ceux qui ont salué notre manière de faire. Cela confirme que notre armée est sur la bonne voie. J'en veux pour preuve les milliers de spectateurs qui ont assisté au défilé clôturant l'exercice CONEX à Zofingen. Les troupes engagées ont bien mérité cette reconnaissance.

Commandant de corps André Blattmann
Le chef de l'Armée



L'ambiance change à partir de 1911 avec le changement de gouvernement et surtout la montée rapide des périls qui transforment d'un coup la perception que l'on a de l'emploi des forces. Aussi surement que la paix était certaine, à peine quelques années plus tôt, la guerre apparait désormais comme inévitable. Or, l'armée française n'est plus aussi prête à la guerre qu'avant la crise. Elle, qui était en pointe des innovations à la fin du XIXe siècle, a pris du retard par rapport aux Allemand. De nouvelles technologies comme le téléphone ou le moteur à explosion se développent en pleine paralysie intellectuelle des militaires qui les ignorent largement. Le corps des généraux, issu de la période, est tel que 40 % d'entre eux seront « limogés » dans les premiers mois de la guerre pour incapacité. La lâcheté apparente de ces mêmes généraux face aux décisions politiques désastreuses d'avant-guerre pousse à la contestation un certain de jeunes officiers, baptisés Jeunes Turcs. Leur mouvement, salutaire par de nombreux aspects, va aussi conduire à cette forme de psychose collective que l'on appelle l'« offensive à outrance. » En 1914, constatant toutes ces faiblesses, le Grand état-major allemand est persuadé que c'est le moment d'attaquer la France.

Autrement dit, des décisions prises en quelques années comme la réduction des moyens ou l'emploi en sécurité intérieure, ont suffi pour affaiblir considérablement la capacité de dissuasion de l'armée française. Le XXe siècle tout entier s'en est trouvé transformé.

M. G.